



Bureau du 20 septembre 2014 à Paris

Relevé de décisions

Présents : Alain REGUILLON, Dominique THAURY, Alain MALEGARIE, François MENNERAT, Claudine PRUVOST, Florent BANFI, Bernard BARTHALAY, Jean-Pierre GOUZY, Yves LAGIER

Excusés ayant donné pouvoirs : Valéry-Xavier LENTZ à Alain MALEGARIE, Jean Francis BILLION à Bernard BARTHALAY, Jacqueline POTY à Jean-Pierre GOUZY, Daniel CAPPELAERE à Dominique THAURY, Martine MEHEUT à Dominique THAURY

La séance est ouverte par le président qui, après adoption de l'ordre du jour, évoque les prochaines dates de nos réunions statutaires qui sont convenues selon l'agenda ci-après.

Dates	Type de réunion	Lieu	Horaires
29 novembre 2014	Comité directeur	Lyon 3 ^e , Maison de l'Europe et des Européens 242, rue Du Guesclin	10 h – 17 h
21 mars 2015	Comité directeur	Paris	10 h – 17 h
20 juin 2015	Comité directeur	Lyon, idem 29/11	10 h – 17 h
19 septembre 2015	Assemblée générale	Paris	10 h – 17 h
20 septembre 2015	Comité directeur	Paris	9 h 30 – 13 h

S'il y a lieu, des réunions de Bureau pourront s'intercaler entre les comités directeurs après concertation entre ses membres.

Point 1 et 2 : situation financière et état des adhésions par Dominique THAURY

L'exercice clos présente un déficit de 400 €. A ce jour, nous disposons de 1 800 € en caisse et le montant des cotisations s'élève à 2 115 €.

Dominique souligne à nouveau la question de nos adhésions au WFM et au CPI. Pour cette dernière cotisation, il refuse de la payer. Il lui est alors rappelé que cela



découle d'une décision prise à Paris lors d'une réunion de Bureau au mois de décembre 2013 et qu'il ne peut faire abstraction d'une telle décision. La légalité de la décision étant mise en cause, il est décidé, dans un souci d'apaisement, de revoir ce point lors du comité directeur du 29 novembre.

Concernant les adhésions, le total à ce jour est de **105 cotisants** qui se répartissent comme suit au regard des informations dont dispose le trésorier.

Ile de France 28, Rhône-Alpes 36, Franche-Comté 13, Alsace 1, Nord/Pas de Calais 11, Provence-Alpes-Côte d'Azur 15, Midi-Pyrénées 2.

Il y a un an, lors de l'assemblée générale, nous comptons **156 adhérents**. Le chiffre de ce jour est bien faible. Il est décidé de relancer par courrier, en tenant compte de la lettre du président, et par téléphone, dans chaque région, les anciens adhérents pour, au moins retrouver le chiffre de l'an dernier.

Bernard BARTHALAY propose que nous lancions une campagne de communication courte –une vingtaine de jours- pour présenter l'UEF et susciter de nouvelles adhésions.

Florent BANFI prendra contact avec Jean-Baptiste MATHIEU et Dominique THAURY avec Jean-Louis DUCLUSAUD considérant la faiblesse des effectifs de l'Alsace et de Midi-Pyrénées.

Point 3 : actions à mener.

Séminaire UEF/JEF. Proposé par Florent BANFI, ce séminaire de formation est adopté. Il s'inscrira dans la continuité de celui organisé en février. Florent prend contact avec les JE et se charge de l'organisation.

Actions dans le domaine de l'éducation. Claudine PRUVOST propose que l'UEF s'intéresse et s'investisse dans le domaine de l'éducation. Elle cite de nombreux points, non exhaustifs, qui lui paraissent nécessiter notre attention : apprentissage des langues, équipement informatique, utilisation du numérique, réindustrialisations, formation citoyenne, norme technologiques...

De la discussion qui suit, il apparaît que, sur cette question, nous aurions tout intérêt à nous rapprocher de l'AEDE qui travaille sur ce sujet. Nous ne pouvons tout aborder tant la question est vaste. Il faut donc combiner action et publication en retenant deux domaines : l'apprentissage des langues et la réindustrialisations. Pour la publication, nous pourrions reprendre le principe des fiches pratiques.

Il est demandé à Claudine de rédiger un texte court –une page- pour formaliser une idée afin de le présenter au comité directeur du 29 novembre.



Relation avec les députés européens. La lettre envoyée par le président fin août à tous les députés européens (hors le FN) n'a pas reçu d'autre réponse que celle de Nathalie GRIESBECK (ALDE). L'envoi par courriel n'est donc pas la bonne méthode. Il est donc décidé que cette lettre, d'initiative nationale, serait reprise par chaque région pour interpeller les députés de la circonscription. Chacun rédigera sa lettre, celle du président devant servir de trame mais, ne pas forcément être reprise en l'état. La proximité des signataires devrait avoir d'avantage d'impact.

Rencontre avec les députés européens. Initiative à lancer dans chaque région telle que cela se fera à Lyon le 4 décembre. Il s'agit de mettre en relation le grand public avec ses parlementaires et d'engager un dialogue sur des aspects fédéraux. Les thèmes pourraient être les suivants : politique étrangère et de sécurité commune, migration, énergie, stagnation économique, le PE constituant... Chaque région est encouragée à organiser une telle action. En Midi-Pyrénées, ce pourrait-être l'occasion d'un évènement tel que souhaité par Jean-Louis DUCLUSAUD, afin de relancer une section régionale.

Parlementaires français. La question est posée de savoir ce qui pourrait être fait auprès des députés et sénateurs qui siègent dans les délégations pour l'Union européenne. La question n'est pas tranchée ; elle pourrait faire l'objet d'un point de l'ordre du jour d'un prochain comité directeur. Avec une proposition préalable.

Promotion de l'ICE. Cela est bien sûr l'affaire du comité français de l'ICE. L'UEF continuera ses actions de promotion, mais sans se substituer au CFICE. Il est souligné l'engagement important de Jean Francis BILLION et de Jean-Luc PREVEL dans ce Comité.

Commémoration. Comme cela a été souligné lors de la réunion de Bureau en décembre 2013, il ne s'agit pas de commémorer l'anniversaire d'une guerre. Il s'agit de profiter de cette période de commémoration pour dénoncer les extrémités du nationalisme qui conduit à cette guerre civile et de réaffirmer la nécessité que l'Union évolue vers une Fédération en interpellant les députés européens.

D'où l'idée d'une manifestation à Verdun et une autre à Strasbourg devant le PE. L'idée d'une marche comme trait d'Union entre le lieu de dénonciation du nationalisme et celui réclamant une constituante pour aller vers la Fédération a été avancée bien que la distance soit grande.

François MENNERAT et Dominique THAURY se proposent d'effectuer une étude de faisabilité.



Union of European Federalists
Union des Fédéralistes Européens
Union der Europäischen Föderalisten



Le président insiste pour que cette idée soit soumise à l'UEF-Europe qui devrait porter cette action. Si l'UEF-Europe ne suivait pas, alors l'UEF France contacterait les sections nationales. La question des moyens humains est posée : elle sera à considérer en temps utile et selon ce que nous déciderons.

Evènement type Convention. L'idée retenue est d'organiser en juin 2015, une manifestation à Lyon afin de rassembler toutes celles et ceux qui se réclament du fédéralisme pour déterminer les points de convergence et créer une dynamique fédérale par des actions communes.

Ce rassemblement qui pourrait prendre pour nom : « **Convergence fédérale** » se ferait sur la base d'un texte musclé.

La date pourrait être le samedi 13 juin 2015. Une liste des associations à inviter est à dresser. Le président prépare un texte qui sera discuté lors du comité directeur du 29 novembre.

Propositions de Chloé FABRE. Chloé n'ayant pu nous rejoindre, ses propositions n'ont pu être présentées. Cependant elles ont pu faire l'objet d'échanges de courriel, notamment avec notre secrétaire général. Le président se félicite des bonnes relations établies avec les JEF, les deux associations multipliant les initiatives communes.

Point 4 : communication. Valéry-Xavier et Fabien n'étant pas là, ce point n'a pas été développé. Cependant il est signalé la parution régulière d'une newsletter, la diffusion de communiqués et de textes écrits par des membres de l'UEF. A signaler aussi la préparation d'un numéro d'Europe fédérale.

Il est demandé de réaliser au plus tôt une plaquette afin que chacun puisse présenter l'UEF.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16 h.

Lyon, le 26 octobre 2014

Florent BANFI

Alain REGUILLON